

À l'appel de l'intersyndicale : SNES-FSU, SNEP-FSU, SNCL-FAEN, SUD-EDUCATION, CGT Educ'Action, SNALC-CSEN, SN-FO-LC. L'Union Nationale Lycéenne appelle les lycéens à la grève le 12 mars.

Communiqué de l'intersyndicale le 17 février 2010

L'Intersyndicale réunissant les organisations suivantes : SNCL-FAEN, SUD-EDUCATION, SN-FO-LC, SNEP-FSU, CGT Educ'Action, SNES-FSU et SNALC-CSEN, s'est réunie ce jour 17 février 2010.

L'Intersyndicale apporte son total soutien aux mobilisations et mouvements en cours et notamment à ceux engagés dans la région parisienne. Elle rappelle que plusieurs syndicats ont déposé des préavis de grève couvrant le mois de février garantissant l'action des collègues. Elle appelle les personnels à se mobiliser dès la rentrée des différentes académies pour poursuivre et amplifier les actions en cours.

L'Intersyndicale, avec une détermination toujours plus forte, réaffirme son opposition entière à la réforme des lycées, à la réforme de la voie professionnelle qui aggravent encore les conditions d'enseignement, et à celle du statut régissant les établissements (EPL), à la politique budgétaire qui dégrade toujours plus les conditions de travail et d'étude et réduit l'offre de formation.

L'Intersyndicale dénonce les conditions scandaleuses de l'accueil et de la formation, annoncées pour la rentrée 2010, des professeurs stagiaires dans les établissements. Désorganisant les services, menaçant de bloquer le mouvement des mutations, plaçant les stagiaires dans une situation professionnelle intenable et inadmissible, elle affectera la scolarité de nombreux élèves.

L'Intersyndicale demande avec insistance au Ministre le retrait de réformes, dictées en grande partie par la recherche frénétique d'économies budgétaires, conduisant à la suppression massive d'emplois indispensables au service de l'École de la République.

L'Intersyndicale appelle à une journée de grève nationale et de manifestations le vendredi 12 mars.

Elle reste en contact, très étroit, et se réunira à l'issue de cette journée.

Après la grève nationale et la Manifestation Nationale des 21 et 30 janvier, de fortes mobilisations se sont développées dans les établissements, notamment en région parisienne, dans l'académie d'Aix-Marseille...

Face aux « réformes », aux **suppressions massives de postes**, aux **dégradations de plus en plus importantes des conditions d'enseignement** dans les établissements (suppressions de postes et de classes, disparition d'options, effectifs par classe pléthoriques...), les mobilisations qui se multiplient depuis la rentrée montrent que **la détermination de notre profession se renforce pour exiger une autre politique pour l'Éducation Nationale.**

Dans l'académie de Montpellier :

- ➔ **Dans les lycées** : actions contre la réforme Chatel : grèves aux lycées de Bagnols, Dhuoda à Nîmes, manifestations des profs et des lycéens à Béziers, Bagnols, Nîmes ; refus collectifs des conseils pédagogiques ; votes contre les dotations en CA ; réunions-débats publiques dans de nombreux lycées...
- ➔ **Dans les collèges** : refus collectifs d'assurer les tâches non obligatoires – livret de compétences, réunions à répétition, entretiens d'orientation à la place des Copsy... ; votes contre les dotations en CA ; fortes mobilisations avec les parents d'élèves comme aux collèges de Villeneuve les Avignon, A. Rimbaud Montpellier, Ambrussum Lunel...
- ➔ **De nombreux établissements** s'opposent à la mise en place des conseils pédagogiques, véritables hiérarchies intermédiaires qui remettent en cause notre liberté pédagogique.

Le dispositif prévu pour l'implantation des stagiaires à la rentrée 2010 résume à lui seul l'essence même de la politique éducative du gouvernement. **Opposons-nous à tous niveaux à l'implantation des "berceaux IUFM 2010"** (supports de 18h pour les stagiaires), **symboles des suppressions de postes et de la politique éducative actuelle, et à ses conséquences** dévastatrices pour les stagiaires, les élèves et pour tous les collègues (multiplication des mesures de carte scolaire, des compléments de service, blocage des mutations).

Ne nous y trompons pas ! Le ministre et le gouvernement sont déstabilisés. La multiplication des actions locales, mises en convergence lors des journées de mobilisation nationales, montrent que notre profession n'accepte ni le démantèlement du 2nd degré, ni la dénaturation de son métier et de ses missions.

Il faut enfoncer le clou maintenant et renforcer un mouvement déjà bien engagé.

Débattons dès maintenant des suites rapides à la grève du 12 mars, préparons une nouvelle grève en mars, donnons à l'Éducation Nationale toute sa visibilité dans la journée nationale interprofessionnelle du 23 mars.